



# Comité de déploiement BAL/BAN

□ 19 Octobre 2022



# Sommaire

- Déploiement BAL
- Déploiement BAN
- Freins identifiés
- Echanges pour aboutir à des propositions

**Avancement déploiement BAL**



# État du déploiement des Bases Adresses Locales

## Adresses issues des BAL

9,13 millions



35% des 25,97 millions d'adresses présentes dans la BAN

## Communes couvertes

9 150



26% des 35 091 communes françaises

## Population couverte

28,6 millions



42% des 67,85 millions d'habitants

## Adresses certifiées

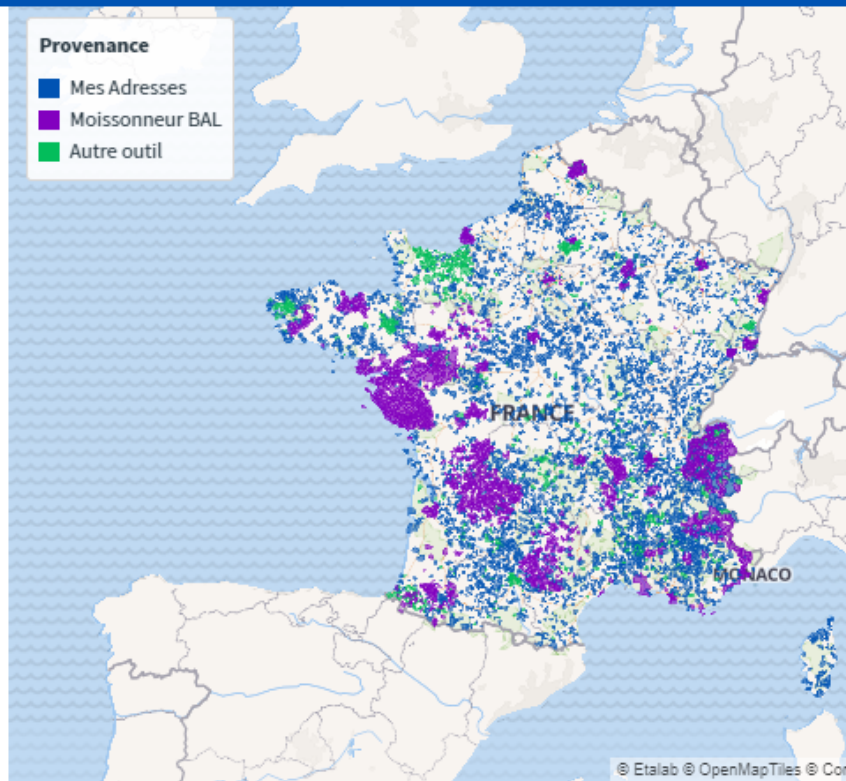
4,68 millions



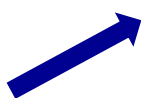
18% des 25,97 millions d'adresses présentes dans la BAN

## Provenance

- Mes Adresses
- Moissonneur BAL
- Autre outil



□ 5 000 communes  
2021

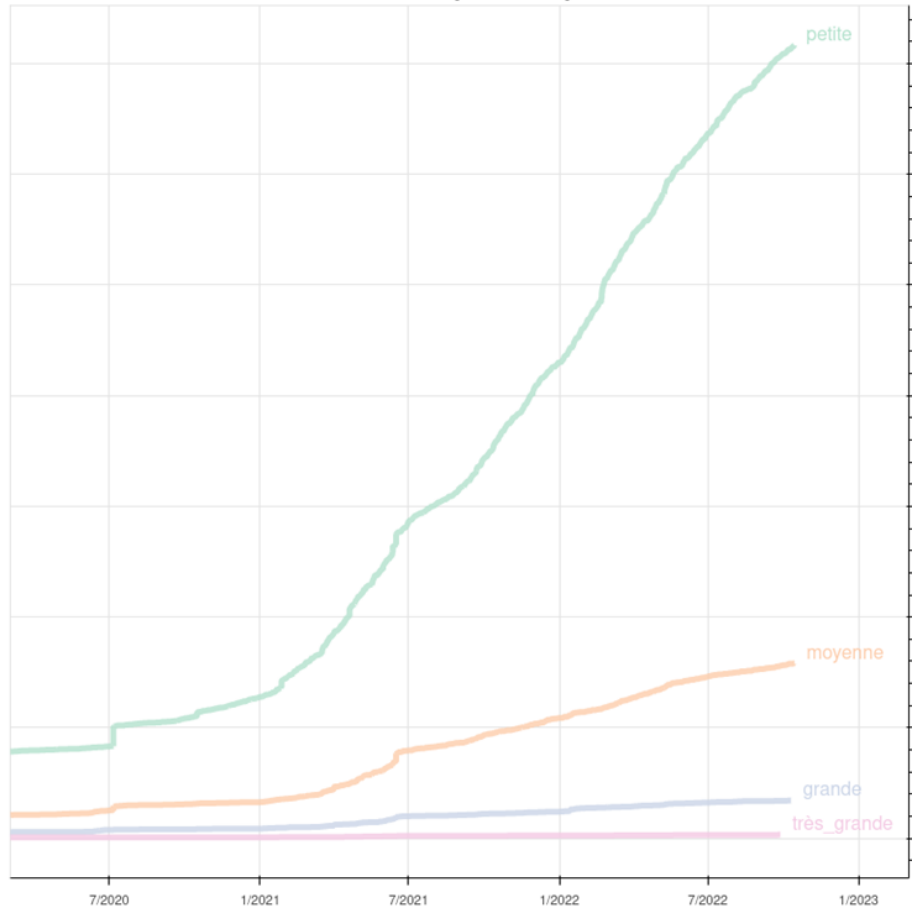


15 000 communes  
2022

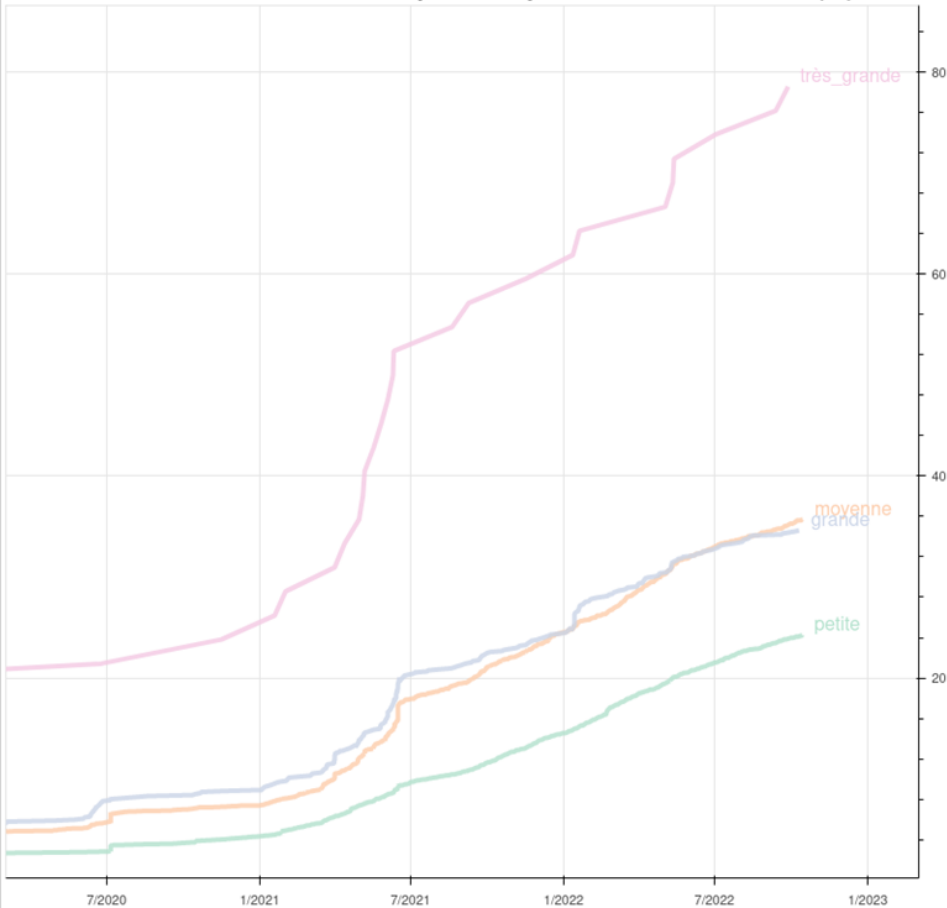


35 000 communes  
2024

Nombre de Bases Adresses Locales publiées par taille de communes



Ratio de Bases Adresses Locales publiées par taille de communes (%)



# Accompagnement des communes

## Des actions partagées entre quantité et qualité des BAL

L'objectif de 15 000 communes au 31/12/22 ne sera pas atteint (élections, décret qui tarde, EPCI mobilisés sur ZAN, pas de fiche de poste adresse ...).

Le déploiement ne ralentit pas, mais la progression pour les grandes communes est lente.

### Actions lancées :

- Présence sur le terrain accrue en ce début d'année (adresses en région, salons ...) et de nombreux webinaires
- Mailing de l'ensemble des communes sans BAL
- Démarrage de contrôles qualité automatisés avec un mailing des communes concernées
- Prise en compte des langues régionales
- Nouveaux partenaires de la charte (plus de 50 !)
- Mise en ligne de tutos vidéo (2 390 vues en 1 mois)

**Avancement déploiement BAN**

# Déploiement BAN

## Un indicateur analysé : les referers sur l'API de la BAN

Sur le top 100 des referers nous trouvons\* :

3 distributeurs dans le TOP 15 (> 50 000 appels)

- Boulanger
- C-Discout
- Intermarché



Mais aussi 2 energeticiens : **EDF** et **ENGIE** qui cumulent **340 000** appels à l'API



18 Administrations/acteurs publics dont 5 dans le TOP 15 :

- ANTS (passeport)
- Ameli (CPAM)
- ANTAI (amendes)
- BRGM (géorisques)
- Démarches simplifiées



Agence nationale des titres sécurisés



\*données quotidiennes. Analyse effectuée en septembre 2022 sur un échantillon d'une journée ouvrable et une journée ouvrée.



# Actions en cours

## Lancement d'ateliers réguliers avec DGFIP et INSEE

Trajectoire d'analyses et d'expérimentations

### DGFIP : 3 ateliers (27 Juillet, 12 septembre, 13 octobre)

- **Sur un dpt, analyse détaillée de la correspondance entre les référentiels (BAN et MAJIC)**
- Des éléments encourageants : dans la majorité des cas, la BAL pourra fournir l'information utile à la DGFIP (81% cohérence en première analyse, la détection de changement permettra d'améliorer ce score).
- Objectif secondaire d'amélioration des algorithmes d'appariement

### Autres pistes de travail conjoint

- Initiatives locales d'Agents DDFIP CDL (Conseillers aux Décideurs Locaux) initialement sur la fiscalité, extension à l'adresse? (incitation BAL)  s'inscrire dans leur réseau
- Annonce du changement de structure du fichier Fantoir en fev 2023. Un travail de correspondance à faire pour la retrocompatibilité. Travail prévu par l'équipe TOPAD?

# Actions en cours

## Lancement d'ateliers réguliers avec DGFIP et INSEE

**INSEE : premier atelier technique jeudi 06 octobre : présentation du dispositif RIL et de l'outil MesAdresses**

- Plusieurs activités concernées : RIL, listes électorales, démarche du recensement, SIRENE

### **Pistes :**

- Identifier la double compétence dans les attributions des référents RIL (1000 communes de plus de 10000hab).
- Proposition de tester un schéma d'organisation où les CoRil pourraient aussi intervenir sur l'adresse (extension aux agents du recensement sur les petites communes?)
- Structurer une démarche de formation BAL/BAN aux agents territoriaux : CNFPT, PIX Territoires

## **Les principaux freins identifiés**

# Autres freins identifiés

- **Attente du décret, absence de deadline, et de sanctions**
- **La mise à jour des GPS et surtout Google Maps.** Les communes ne comprennent pas l'intérêt de mettre leurs adresses à jour si plus de 6 mois après c'est pas chez google
- **Autres tâches des communes à considérer :**
- Ex : envoi de certificats de numérotation aux Notaires. Est-ce que la certification dans la BAL permettrait de s'affranchir de cette tâche?
- **Les coûts liés aux changements d'adresse (sans changement de domicile)**
- Inscription au Greffe, envoi de lettre recommandée, ...
- Plus comportements abusifs de certains opérateurs.

**Echanges :**  
**quelles propositions peut émettre le Comité de déploiement?**